

tions de produits alimentaires et de matières premières, subordonnant l'économie du pays sous-développé au capital des puissances impérialistes dominant le marché, freinait de ce fait l'industrialisation et perpétuait le sous-développement. Le développement exigeait donc l'indépendance par rapport au mécanisme du marché capitaliste international : l'industrialisation pouvait être soit rapide, soit nulle.

A la base du développement se trouvaient d'énormes réserves de main-d'œuvre sans emploi. L'industrialisation s'y faisait donc par la force des choses, grâce à l'emploi de ces réserves et la construction rapide de nouvelles forces productives (ce qu'on appelle la voie extensive). De plus, l'accroissement de l'emploi ne pouvait être accompagné d'un accroissement rapide de la consommation, car ceci aurait entraîné une diminution du surplus économique déjà maigre, rendant impossible le développement rapide de l'appareil productif et l'emploi de la main-d'œuvre encore inutilisée, freinant ainsi l'industrialisation. Il était nécessaire d'obtenir l'accroissement maximum de l'emploi et de la production, tout en maintenant la consommation au niveau le plus bas possible ; c'était la recherche du surplus économique maximum, donc la production pour la production. Tant que la base industrielle n'était pas édiflée, un tel but exprimait l'intérêt de l'industrialisation du pays, donc la production pour la production a correspondu pendant un certain temps aux impératifs du développement économique et aux intérêts de toute la société.

Au cours de l'industrialisation s'est produit un afflux massif de la main-d'œuvre inemployée des campagnes vers l'industrie en construction, un accroissement des rangs de la classe ouvrière, des cadres techniques supérieurs, des intellectuels et un épanouissement violent des cadres de la technocratie. En même temps, la nécessité de limiter la consommation a imposé une diminution sensible des salaires de la technocratie, des intellectuels et des employés par rapport à la période d'avant-guerre ; et également la limitation des salaires ouvriers à un niveau très bas, ce qui a été ressenti par les vieux cadres ouvriers comme une baisse des salaires, et enfin une politique tendant à priver de force le paysan de ses surplus agricoles qui dépassaient les besoins indispensables à sa famille et à son exploitation.

Ainsi l'industrialisation, tout en représentant l'intérêt social dans son ensemble, ne coïncidait avec aucun des différents intérêts de chaque classe ou groupe social isolément considérés. Les aspirations naturelles de chaque groupe social, des paysans en tant que paysans, des ouvriers en tant qu'ouvriers, des directeurs en tant que directeurs — et non pas en tant qu'individus venant d'améliorer leurs conditions sociales et matérielles ou ayant une perspective réelle de le faire — étaient l'élévation maximum des revenus individuels et l'amélioration de la situation matérielle et sociale de leur milieu propre, donc en tout cas une certaine tendance à la consommation maximum.

Par contre, les conditions de l'industrialisation imposaient la production pour la production. Pour le nouveau pouvoir, l'industrialisation constituait une raison d'être, un but principal. Il réalisait ce but en dépit des intérêts particuliers des autres classes et couches, donc, dans une certaine mesure, contre elles. Contre les paysans, privés de force de leurs surplus agricoles et constamment menacés